Documents – Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

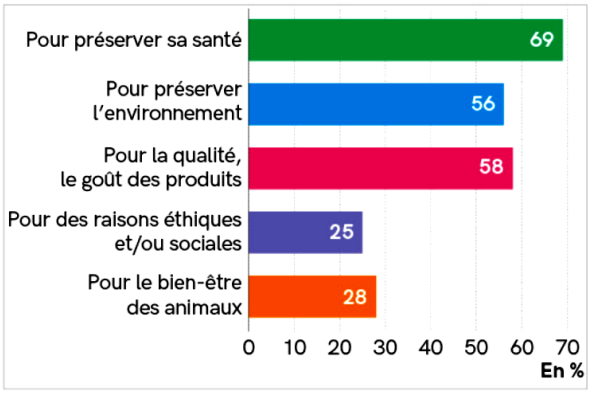
DOCUMENT 1 La consommation engagée, du *boycott* au *buycott*

Avec la consommation engagée, la politique s'invite dans le marché. La participation politique ne se limite plus au vote et à la rue : elle se déroulerait désormais également dans les supermarchés [et sur internet], où les individus « votent avec leurs dollars ». […] Cela passe soit par le boycott – le refus d'achat pour des raisons « engagées », comme la cause environnementale, animale, et la justice sociale –, soit par le moyen opposé, « l'achat engagé » [ou *buycott*], avec l'objectif de promouvoir une cause politique ou morale. […] Mais [la consommation engagée] peut aussi prendre d'autres formes de participation politique dans le but de critiquer la société de consommation.

Étudier la consommation engagée met au jour le pouvoir toujours plus grand de l'économie et des grandes entreprises. Consommer de manière engagée, c'est résister, contester ce pouvoir. […] Les pratiques de consommation critique font partie d'un phénomène plus large de contestation et de moralisation des marchés, au cœur de l'une des transformations majeures du capitalisme contemporain. ■

Philip Balsiger, « La consommation engagée », *in* Olivier Fillieule *et al.*, *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Presses de Sciences Po, coll. Académique, 2017.

▶ **Réponse à la question : « Parmi les raisons suivantes, lesquelles vous incitent à consommer des produits biologiques ? »**



Remarque : la somme des pourcentages n'est pas égale à 100, car deux réponses étaient possibles. Source : *Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France*, 2009.

DOCUMENT 2 La structure des opinions politiques (SOP)

À mobilisation égale, le contexte politique [influence] les chances de succès des mouvements sociaux. En France, le mouvement contre le « contrat première embauche » (2006) obtiendra le retrait de la loi, profitant des dissensions au sein du gouvernement et de la crainte des effets du texte lors des présidentielles. […]

La notion de SOP exige des éléments de définition. Tarrow en spécifie quatre.

– Le *degré d'ouverture du système politique* […] Manifester est plus risqué au Caire qu'à Paris. Les revendications régionalistes basques ou bretonnes recevront un accueil différent dans le contexte jacobin de la présidence gaullienne ou aux lendemains du vote des lois de décentralisation (1982). […]

– Le *degré de stabilité des alliances politiques.* […]. L'un des ressorts du succès du mouvement des droits civiques aux États-Unis (années 1960) tient à la sociologie électorale. Le poids des Noirs progresse au sein du corps électoral, les mouvements migratoires lui donnent une importance jusque dans les États du Nord. [Cela] suscite un double mouvement, favorable au vote de lois antiségrégationnistes, d'intérêt chez certains élus républicains et de reconquête du vote noir au parti démocrate. […]

– *L'existence ou non de relais [politiques].* […]. La capacité dont peuvent faire preuve partis ou équipes au pouvoir à intégrer dans leurs rangs des porte-parole de mouvements sociaux (SOS Racisme, Ni Putes Ni soumises) est inégale.

– La *capacité d'un système politique à […] apporter des réponses aux mouvements sociaux* […] ne se pose pas dans les mêmes termes pour des gouvernements instables, des exécutifs impuissants ou des équipes gouvernementales [durables] et relayées par des administrations efficaces. ■

Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. Repères, 7e éd., 2019.

DOCUMENT 3

Une autre population abondamment étudiée en France est celle des anciens soixante-huitards (*participants au mouvement de mai 68*). Annick Percheron a montré à partir d'enquêtes par sondage la persistance, en 1989, des clivages générationnels suscités par la guerre d'Algérie et Mai 1968 chez les interviewés qui arrivaient alors à l'âge de la majorité. Les partisans de l'indépendance algérienne, tout comme les interviewés favorables au mouvement de mai, surtout s'ils ont activement participé aux événements, restent au moment de l'enquête plus politisés et plus à gauche que les pro Algérie Française et les anti mai 1968. En outre les militants de mai 1968 sont nettement plus attachés aux valeurs permissives du libéralisme culturel. Elle distingue deux populations, « un noyau étroit de militants engagés chez lesquels l'événement a renforcé, cristallisé des attitudes déjà existantes ; un cercle plus large d'individus révélés à eux-mêmes par ces mêmes événements et qui en portent aujourd'hui encore la marque, mais sous une forme plus atténuée ».

[…] Sur une période plus récente, celles des mobilisations lycéennes et étudiantes de 1986, Anne Muxel a montré à partir d'un panel de jeunes, interviewés sept fois de 1987 à 1997, entre leur dix-huitième et leur trentième année, la politisation durable produite par la participation à ces mobilisations contre la réforme des procédures de sélection à l'entrée des universités.

Source : Nonna MAYER, *Sociologie des comportements politiques*, 2014.

DOCUMENT 4 Variables sociodémographiques et engagement politique

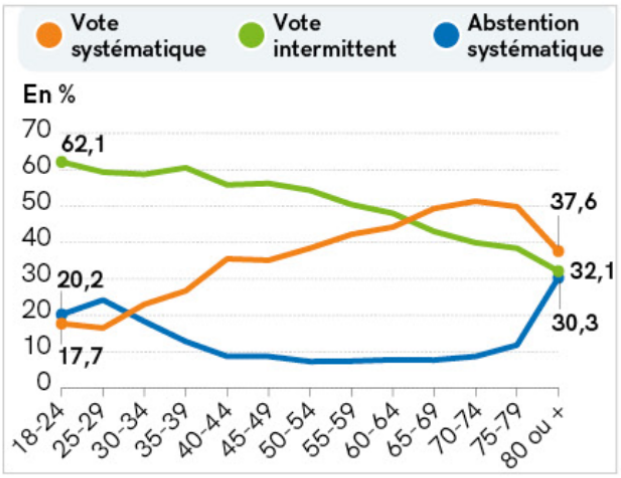
a – Taux de syndicalisation en France

En %	Ensemble des salariés	Fonction publique	Secteur marchand et associatif
Ensemble	**11,0**	**19,1**	**8,4**
Sexe			
Hommes	12,0	21,7	9,9
Femmes	10,0	17,5	6,8
Âge			
Moins de 30 ans	3,7	5,6	3,3
30 à 39 ans	9,3	17,1	7,2
40 à 49 ans	13,3	21,7	10,3
50 ans ou plus	14,9	24,4	11,5
PCS			
Cadres	11,2	23,5	6,3
Professions intermédiaires	12,3	17,3	10,3
Employés	10,8	17,9	7,9
Ouvriers	9,7	20,7	8,8

Champ : ensemble des salariés de plus de 15 ans, France (hors Mayotte).

D'après enquête Risques psychosociaux et conditions de travail, Dares-DGAFP-Drees-Insee, 2016

b – Comportement électoral selon l'âge



Champ : inscrits sur les listes électorales en France en 2017 (hors Mayotte).

D'après Insee, Enquête sur la participation électorale, 2017

DOCUMENT 5 Des mouvements sociaux porteurs de nouveaux enjeux ?

La période d'intense contestation qu'ont connue les pays industrialisés à la fin des années 1960 aurait pour résultat l'émergence de « nouveaux mouvement sociaux » (NMS)[1] : mouvement féministe, homosexuel, écologiste… Ces mobilisations hétérogènes [mettraient en avant] des revendications « post-matérialistes », centrées sur la reconnaissance de l'identité et la qualité de vie, par opposition aux mouvements antérieurs (principalement le mouvement ouvrier) qui portaient des revendications « matérialistes » (conditions de vie et ressources matérielles). Cette apparition des NMS témoignerait de l'évolution des sociétés occidentales, mise en évidence par Ronald Inglehart[2], qui, avec l'amélioration du niveau de vie et les progrès de l'éducation, deviendraient de plus en plus « post-matérialistes ».

Si l'on peut reconnaître à ce modèle une analyse juste de certaines transformations de l'action collective […], la coupure historique « matérialiste / post-matérialiste » est simplificatrice : les mouvements passés ne sont pas exclusivement « matérialistes » (au sein du mouvement ouvrier, l'enjeu de la reconnaissance et de la dignité collective a toujours été crucial) et les revendications matérialistes n'ont pas disparu. [Avec la crise économique] les mobilisations des années 1990 [manifestent] un « retour de la question sociale » : elles impliquent des groupes précaires ou « exclus » (chômeurs, sans-domicile, sans-papiers). C'est [aussi] le cas de mobilisations de grande ampleur telles que le mouvement contre la réforme de la sécurité sociale en décembre 1995, [ceux] contre les réformes des retraites,… ■

1. Modèle développé par le sociologue français Alain Touraine et son équipe. 2. Sociologue américain.

Jean-Yves Dormagen et **Daniel Mouchard**, *Introduction à la sociologie politique*, De Boeck Supérieur, 5e éd., 2019.

DOCUMENT 6 Les luttes minoritaires

Pour Louis Wirth[1], une minorité est « un groupe de personnes qui, en raison de leurs caractéristiques physiques ou culturelles, [subissent] un traitement différentiel et inégal, et qui par conséquent se considèrent comme objets d'une discrimination collective ». […] Le minorisé peut choisir deux types d'identification : soit la stratégie du retournement, par l'appropriation et la requalification de l'identification stigmatisante, soit la recherche de l'assimilation au groupe dominant dans l'espoir d'« éviter les assignations identitaires ». […]

[Pour les minorisés ethniques] l'alternative entre mobilisation en réaction à une expérience commune de discrimination et mobilisation communautaire se retrouve dans […] différents types de demandes […] : d'égalité de traitement (lutte contre le racisme et les discriminations) et d'égalité des droits (droit de vote local, d'acquisition de la nationalité, etc.), d'une part, et demandes de protection de pratiques culturelles ou religieuses spécifiques, d'autre part. […] ■

1. Sociologue américain (1897-1952).

S. Laplanche-Servigne, « Les mobilisations collectives des minorisés ethniques et raciaux », *in* O. Fillieule *et al.*, *Sociologie plurielle des comportements politiques*, Presses de Sciences Po, coll. Académique, 2017.